

Les fins de mois difficiles avant la fin du monde

Par [Guy Burgel, Professeur de géographie urbaine à l'université de Paris-Nanterre](#) — 26 novembre 2018 à 15:43

Manifestation des gilets jaunes à Aurillac (Cantal), le 24 novembre 2018. Photo Bálint Pörneczi. Signatures pour Libération

Face au mouvement des gilets jaunes, c'est au pouvoir politique de comprendre que le sauvetage de la planète ne se fera qu'à travers le sentiment, indispensable, d'une justice sociale et fiscale.

- Les fins de mois difficiles avant la fin du monde

A longueur d'ouvrages (dont *Questions urbaines*, paru aux éditions de l'aube en 2017, est le dernier en date), je n'ai cessé d'annoncer que la crise de la société risquait de déséquilibrer plus rapidement encore notre civilisation que le réchauffement climatique. L'automne français 2018 est en train de me donner malheureusement raison. Le mouvement des gilets jaunes en est la démonstration caricaturale. Née de l'intention louable de réduire progressivement l'émission des particules fines, la taxation alourdie des moteurs diesel les plus polluants a déclenché une réaction en chaîne, qui dépasse, à l'évidence, les quelques centaines de milliers de manifestants sur les barrages routiers filtrants, les groupes de casseurs des Champs-Élysées, ou la récupération politique des partis extrémistes de droite et de gauche. C'est une lame de fond possible, dont nul ne peut mesurer encore les conséquences. «*Les élites parlent de fin du monde, quand nous, on parle de fin du mois*», lance lapidairement un protestataire.

Cette énonciation lumineuse déjoue les perspectives les plus pessimistes des prospectivistes professionnels, qui craignent, pourtant à juste titre, que la crise climatique ne jette à terme sur les routes de l'émigration des centaines de millions de pauvres des pays du Sud. La cruauté de l'actualité est que la révolte se produise dans un des pays les plus riches du monde. L'histoire en est pourtant écrite depuis des décennies.

Dans une radiographie historique d'une partie de la France, pas la plus déshéritée, que nous venons de réaliser, Nicolas Ferrand et moi, pour le ministère de la Transition écologique (1), le résultat le plus clair est la séparation sociale et spatiale en cinq décennies des couches populaires et des catégories favorisées. Il y a cinquante ans, tout semble opposer ouvriers et cadres supérieurs : moins la lutte des classes, qui est en train de s'effacer devant le consumérisme généralisé et les désillusions de la révolution socialiste, que l'inégalité du nombre. Cadres supérieurs et professions libérales ne constituent encore qu'une minorité, isolée par la formation et la culture, dans une France où les bacheliers sont une minorité et les diplômés de l'Université une exception. Les ouvriers forment l'essentiel des «masses populaires». Au moins, ces stratifications emblématiques sont dans la ville, sinon dans les mêmes quartiers.

Quatre décennies plus tard, ces rapports se sont inversés. La désouvriérisation, plus encore que la désindustrialisation, a amenuisé les effectifs de la classe ouvrière, et la mondialisation, mieux que la tertiarisation, a gonflé ceux des cadres supérieurs. Mais surtout leurs espaces de vie se sont dissociés, jusqu'à l'ignorance. Près de la moitié des ouvriers n'habite plus dans les agglomérations, mais est dispersée dans les périphéries urbaines et les bourgs, quand la grande majorité des cadres supérieurs continue à résider en ville. C'est la conséquence autant de la dispersion des activités «productives», des aspirations résidentielles, plus ou moins incitées par les politiques d'aide au logement et la montée spéculative des prix immobiliers en centre-ville chez les uns, que de revendications sociétales chez les autres (modes de vie, loisirs éducation des enfants).

En tout cas, l'indifférence et la méconnaissance de l'autre naissent de cette division des territoires. Elle est en fait une fracture de la société, qui va bien au-delà des analyses spatiales de Christophe Guilluy : la caractéristique principale de cette France «périphérique» n'est pas d'être hors des métropoles – elle peut être aussi dans les banlieues et outre-mer –, mais de représenter un autre monde, où les priorités économiques et culturelles n'ont rien à voir avec les comportements des «privilegiés». En ce sens, la «périphérie» est plus proche des analyses tiers-mondistes d'un Celso Furtado ou d'un Samir Amin, qui l'opposaient dans les années soixante au «centre» du système capitaliste, que d'une cartographie et d'une sociologie simplistes des territoires.

Devant ces inégalités croissantes de revenus, mais plus encore d'aspirations et d'incompréhensions réciproques, faut-il attendre de la société elle-même, plus que l'exaspération d'un côté, et de la révolte de l'autre ? Dans un pays démocratique, c'est au pouvoir politique, au plus haut niveau, de saisir, «ensemble», la complexité du réel, de comprendre que le sauvetage, nécessaire, de la planète, ne se fera qu'à travers le sentiment, indispensable, d'une justice sociale et fiscale retrouvée, qui réconciliera la nation. Ils réclament avant tout un retour aux valeurs de progrès et de solidarité qui ont fondé la France. Elles devraient peser plus lourd que la conviction, qui reste à démontrer, que les «riches», exonérés, financeront plus l'investissement productif, ou que le respect intangible, au risque de perdre l'Europe, des normes bruxelloises d'équilibre budgétaire, est une vérité économique objective. Espérons que le président Macron le comprendra, et en convaincra nos concitoyens.

(1) [Un demi-siècle d'urbanisation dans la région lyonnaise](#), 1962-2010, Plan Urbanisme Construction Architecture, 2017

[Guy Burgel Professeur de géographie urbaine à l'université de Paris-Nanterre](#)

le